



Lettre ouverte

**Au Président de la République, M. Emmanuel Macron
et les Membres de Parlement de la France**

Monsieur le Président,
Membres de Senat,
Membres de l'Assemblée Nationale de la France,

A la veille de la visite officielle du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, nous vous demandons de soulever lors de vos rencontres les problèmes liés à la liberté d'expression en Azerbaïdjan, ainsi que d'exhorter Monsieur Aliyev de libérer de prison tous ses détracteurs et de mener toutes les réformes nécessaires pour augmenter la responsabilité des autorités face aux médias et devant le peuple.

Ilham Aliyev a intensifié la pression sur ses détracteurs immédiatement après une nouvelle réélection douteuse en avril de cette année pour un quatrième mandat présidentiel, augmenté de 5 à 7 ans. Ayant succédé à son père, l'ancien Président Heydar Aliyev en 2003, Ilham Aliyev a détruit en 15 ans la liberté de la presse et les institutions de la société civile. Par des amendements anti-démocratiques à la Constitution de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev a parvenu à l'abolition de la limite deux réélections de la même personne au poste de président du pays. Ayant complètement affaibli les institutions démocratiques, Ilham Aliyev a nommé son épouse Menhriban Aliyev premier vice-président de l'Azerbaïdjan en février 2017, en créant ainsi un cas mondial sans précédent de népotisme et de kleptocratie.

Les membres de la famille du président ont écrasé toute l'économie du pays, érigeant ainsi la corruption de l'Azerbaïdjan à une des premières places les plus honteuses du monde.

Aujourd'hui en Azerbaïdjan, non seulement les critiques et les combattants contre la corruption sont enfermés dans les prisons, mais la géographie de la persécution des critiques a largement dépassé les frontières de l'Azerbaïdjan. En plus des tentatives de persécution des critiques natifs du pays qui sont en exil politique au sein de l'Union européenne, les autorités azerbaïdjanaises ne cessent pas de harceler les journalistes étrangers, dont des journalistes français. Ainsi, par exemple, les autorités ont entamé un procès contre deux célèbres journalistes d'investigation français, Laurent Richard et Emmanuel Bach, et exigent que le tribunal français les tienne pour responsables.

En utilisant l'impunité actuelle et le manque de surveillance de la part de la société civile, les mécanismes de corruption et le blanchiment d'argent de la part de l'élite dirigeante de l'Azerbaïdjan a dépassé les frontières de l'Azerbaïdjan et s'est étendue aux pays de l'Union européenne, dont la France. Les investigations journalistiques des trois dernières années montrent que le gouvernement d'Aliyev a soudoyé les politiciens français et européens et les hauts fonctionnaires des organisations internationales, dont les sièges sociaux sont situés en France, afin de créer une image positive de l'élite dirigeante dans les pays de l'Occident démocratique. Les membres de la famille régnante et les proches des hauts fonctionnaires continuent aujourd'hui en France à pratiquer des activités douteuses qui relèvent du blanchiment d'argent et de l'évasion fiscale.

Aujourd'hui, la France étant l'un des leaders de l'Union européenne, développe activement la coopération économique avec l'Azerbaïdjan, dans les secteurs pétrolier français et celui du gaz, l'aviation, la construction et les télécommunications, ainsi que dans le complexe militaro-industriel, en mettant activement en œuvre d'importants contrats avec l'Azerbaïdjan.

À la lumière de cette coopération et du rôle de premier plan de la France dans la promotion des valeurs européennes, nous vous encourageons à accorder plus d'attention à la résolution des problèmes graves

dans le domaine de la démocratie, des droits de l'homme et de la lutte contre la corruption en Azerbaïdjan.

Aujourd'hui, les prisons de l'Azerbaïdjan détiennent plus de 100 prisonniers politiques. L'Union européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'Europe et l'OSCE ont appelé à plusieurs reprises les autorités azerbaïdjanaises à mettre fin à la persécution des critiques et des opposants des autorités. Les journalistes connus de la communauté internationale qui ont enquêté sur la corruption tels que par exemple Afghan Mukhtarly et Mehman Huseynov, malgré de nombreux appels à la libération, restent toujours en prison.

Les autorités refusent d'enquêter efficacement sur les meurtres de journalistes et autres crimes liés à la violence contre les représentants des médias.

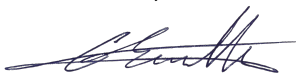
Malgré l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, l'opposant politique Ilgar Mammadov est toujours derrière les barreaux. Pour le refus de respecter les obligations en matière de droits de l'homme envers le Conseil de l'Europe, une procédure qui peut se terminer par l'exclusion du pays du Conseil de l'Europe a été lancée à l'encontre du pays.

Aujourd'hui, l'état de droit subit un réel déclin des valeurs, les tribunaux sont entièrement contrôlés par les autorités et l'institution d'une profession juridique indépendante est presque détruite ; dans un pays de 10 millions d'habitants – il reste moins de 10 avocats vraiment indépendants ce qui est catastrophique pour la protection juridique.

La perte d'espoir pour la justice et pour les changements démocratiques mènent à une augmentation de la tension sociale qui peut conduire à tout moment à de graves pics de violence et de déstabilisation dans le pays et dans la région. La semaine dernière, les autorités azerbaïdjanaises ont lancé une nouvelle vague de répression contre la liberté d'expression. Ainsi, lors de la couverture des actions de protestation le 10 juillet, une dizaine de représentants des médias en ligne couvrant cet événement ont été détenus et torturés dans la ville de Ganja. En prévision de cette action un certain nombre de publications en ligne indépendantes étaient ont été illégalement bloqués par le ministère des Communications, sans les décisions judiciaires nécessaires, en même temps les procureurs du pays ont ouvert une procédure pénale contre ces publications, la menace d'une arrestation pèse sur le journaliste très connu Mustafa Hajibeyli et sur autres de ses collègues.

Monsieur le Président, membres de Senat, membres de l'Assemblée Nationale, compte tenu des problèmes cités ci-dessus dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie en Azerbaïdjan, nous vous demandons d'utiliser la position internationale et le poids de la France lors des réunions avec les dirigeants azerbaïdjanais pour l'exhorter à libérer de prison tous les prisonniers politiques et les prisonniers d'opinion, mettre fin à la corruption et au blanchiment d'argent à la fois en Azerbaïdjan et dans les pays de l'Union européenne, arrêter la pratique de corruption des politiciens européens dans le but de fermer les yeux sur les violations généralisées des droits de l'homme et de la démocratie en Azerbaïdjan.

Sincèrement,



Emin Huseynov

Directeur exécutif

Institut de la liberté et de la sécurité des journalistes